

## El contexto de las elecciones generales del 20 de diciembre en cifras a granel (*en vrac*) :

- 12° (duodécimas) elecciones desde el inicio de la democracia (muerte de Franco y final de la dictadura : 1975).
- Alternancia política (20 años de PSOE y 12 años de PP) en el gobierno español desde el inicio de la democracia (82-96= PSOE, Felipe Gonzalez ; 96-2004 PP, Aznar ; 2004-2011, PSOE, Zapatero ; 2011-2015, PP, Rajoy )
- Elección de 350 diputados y 208 senadores que deben formar un gobierno y elegir a un presidente de gobierno.
- 34,6 millones de electores [que **envejecen** –*vieillissants*- respecto de 2011 : hay casi 1 millón más de electores que tienen más de 65 años, y medio millón menos de jóvenes de menos de 30 años].
- Contexto económico :
  - 3% de crecimiento económico en 2015 (**recuperación** –*reprise*- que **bate récords** –*battre des records*).
  - 3° trimestre : crecimiento de 3,4%. Les elecciones generales son pues las primeras de la postcrisis.
  - **Tercer** trimestre de 2015 : 21,18% de paro.
  - « el **precariado** » (*le précarizat, terme nouveau qui reflète la réalité de difficultés économiques des Espagnols (los españoles), au centre de la campagne des législatives*), elector ineludible : **ejemplo de Zaragoza**, ciudad dirigida desde junio por Podemos : 2015, 200 000 familias ha pedido una ayuda social al **ayuntamiento** –*mairie*- (2 veces más que en 2014). En esta ciudad donde el ayuntamiento y las plataformas antidesahucios ayudan a bloquear el proceso de expulsión de 300 familias que no consiguen pagar la **hipoteca** –*prêt immobilier*-, 100 000 viviendas vacías son propiedad de los bancos. 1/3 de los habitantes de esta ciudad **no llegan a fin de mes** (*ne bouclent pas leur fin de mois*), son incapaces de pagar el **comedor escolar** (*cantine*) de los niños, la factura de la **luz** (*facture d'électricité*).
- Resultados de las elecciones generales en las Cortes (Parlamento español) :
  - Participación de 73% en las elecciones generales de diciembre de 2015 (cuatro puntos más que en 2011).
  - PP : 28,6% de los votos, 122 **escaños** (*siège*) /350. Perdió el 30% (4 millones) de sus electores
  - PSOE : 22,5% de los votos, 90 escaños/ 350.
  - Podemos : 21,7%, 69 diputados /350.
  - Ciudadanos : 14% de los votos, 40 diputados /350.

## France : laboratoire du **renouveau** (*regeneración*) politique ? Emission en direct de l'Institut français de Madrid

Podcast *France Culture*, 18/12/15

**L'heure** d'une nouvelle transition a-t-elle **sonné** (*sonar la hora de*) ?

Vous trouverez dans ce podcast en français des indications sur :

Premier podcast :

<http://www.franceculture.fr/emission-l-invite-des-matins-France-laboratoire-du-renouveau-politique-emission-en-direct-de-l-inst>

- le contexte politique et économique dans lequel se déroulent les élections.
- la nouveauté de ces élections générales : jeu très ouvert, 4 partis pour la première fois de l'Histoire de la démocratie, aucune majorité absolue aux Cortes (Parlement espagnol).
- la percée du parti de centre droit Ciudadanos
- explications du cas catalan, le problème de l'unité de l'Espagne non résolu dans l'Espagne du postfranquisme, les raisons pour lesquelles il est peu probable que la Catalogne soit indépendante, le rapport du cas catalan avec les élections nationales du gouvernement espagnol. En regard, la modération du nationalisme basque.

Deuxième podcast :

<http://www.franceculture.fr/emission-l-invite-des-matins-2eme-partie-espagne-laboratoire-du-renouveau-politique-emission-en-dire>

- La corruption dans ce contexte électoral, en particulier le cas Bárcenas qui a **éclaboussé** (*salpicar*) le Parti Populaire, financement illégal du Parti par des entreprises et redistribution de cet argent illégal aux membres du Parti. Le cas Bárcenas est incarné dans le film « B » dont l'acteur principal Pedro Casablanc est **nominé** dans la catégorie Meilleur Acteur (*ser nominado a mejor actor*) des Goya 2016.
- Autres cas de corruption au niveau local, étroitement liée à la **bulle immobilière** (*burbuja inmobiliaria*), « les années folles » (90-2000, à partir d'une loi votée par Aznar aujourd'hui déclarée inconstitutionnelle) qui lorsqu'elle a éclaté, a plongé l'Espagne dans la crise : cas Gürtel ; cas de corruption en Catalogne de la famille Pujol, président de la Generalitat catalane pendant 25 ans ; cas de détournement de millions d'euros de fonds européens en Andalousie. Corruption au niveau local installée au cœur de la politique espagnole.
- Les raisons **pour lesquelles** (*por las cuales*) Rajoy, Président du PP, **s'est maintenu au pouvoir** (*mantenerse en el poder*) alors que son parti a été si touché par ce cas de corruption (immobilisme).
- Le renouveau politique, l'espoir qu'incarnent les nouveaux partis, en particulier Podemos, qui s'est déradicalisé pour **élargir** (*ampliar*) sa base électorale ; la **jeunesse** –*la juventud* (3 candidats –Podemos, PSOE, Ciudadanos) comme ingrédient de la seconde transition ; l'absence de culture politique en Espagne, l'importance de la communication et de l'organisation de **meetings** (*mitin electoral*) dans l'intérêt croissant des Espagnols

pour la politique, pour les programmes (e) programa) des partis.

- Le contexte économique des élections (60 départs de jeunes qui n'ont plus d'espoir à l'étranger –salidas al extranjero).
- Les signes d'identité –seña de identidad- et arguments progressistes du PSOE dans la campagne qui ont sensibilisé la population : égalité homme-femme, violence conjugale –violencia de género- (1 assassinat –asesinato- chaque semaine).
- Héritage (legado, herencia- du franquisme : manque d'écoute dans les débats, manque d'attitude –la actitud- démocratique, comportements autoritaires des uns et des autres.

## Elections en Espagne

Script du podcast de France Culture, Jacques Munier, 18.12.2015



**Précisions** = Décryptage des protagonistes de la photo postée sur le site de France Culture :

- A gauche : **Albert Rivera**, président du Parti **Ciudadanos** –originellement parti Ciudadans, droite catalane anti-indépendantiste créé en 2006, rebaptisé Ciudadanos, qui se pose en parti de **centre-droit** et propose actuellement une rénovation plus large de la droite, une lutte contre la corruption qui touche tous les partis traditionnels etc. **Nouveau parti émergent** –surgir- qui fait vaciller le bipartisme.
- A centre : **Pedro Sanchez**, président du **PSOE** –gauche traditionnelle, un des piliers du **bipartisme** espagnol, qui a **renové** –renovar- son image avec cette figure plus jeune et consensuelle.
- A droite : **Pablo Iglesias**, président du parti **Podemos** –gauche radicale, parti né des mouvements d'indignation sociale en pleine crise économique, en particulier le 15 M -15 mai 2011), créé et qui s'est présenté et a gagné pour la première fois lors des élections européennes en mai **2014**. **Nouveau parti** qui fait **vaciller** –tambalea- le bipartisme et a su **remporter** –ganar- aux élections générales 21,7% des suffrages (69 députés sur 350), résultat spectaculaire pour un parti qui a **à peine** –apenas- 2 ans d'existence.

Vues depuis l'hexagone, les élections générales en Espagne ont un **point commun** (*punto de coincidencia*) avec nos Régionales françaises : la fin annoncée du bipartisme.

Car **deux jeunes formations disputent le terrain aux partis qui ont gouverné le pays en alternance jusqu'à présent**, le **Parti populaire** de l'actuel premier ministre et le **PSOE**, qui **devraient** (*hipótesis : deber DE*) perdre un tiers de leurs électeurs par rapport à 2011, estime l'envoyé spécial de *L'Express* : « **à eux deux** –*entre los dos*- ils pourraient recueillir moins d'un suffrage **sur** deux (*un voto de cada dos*) ».

**Au centre le parti d'Albert Rivera**, crédité de 20% des suffrages, une formation créée dans un restaurant de Barcelone par une poignée d'intellectuels de gauche antinationalistes : **Ciudadanos**, Citoyens. Son jeune **leader** (*líder*) de 36 est l'homme **le plus populaire du pays** (*el más popular EN el país*), il sait parfaitement jouer des médias, c'est lui qui **en 2006**, pour les élections au Parlement de Catalogne n'avait pas hésité à poser nu sur ses **affiches** (*cartel*) pour illustrer le slogan : seules comptent les personnes, **peu importe** –*poco importa*- la langue qu'elles parlent, leur origine, leurs **vêtements** –*la ropa*- ! Libéral et social, pro-européen, Ciudadanos n'hésite pas à s'allier sur sa droite avec le PP, ou sur sa gauche avec le PSOE, qui n'a jamais été **aussi faible** (*tan débil*), dans les régions autonomes. Le scénario le plus probable c'est que Rajoy se maintienne au pouvoir, **grâce à** –*gracias a/ mediante*- l'électorat rural et que pour gouverner il obtienne le soutien du parti d'Albert Rivera.

« Ciudadanos n'est qu'un faux-nez du PP, sa face liftée –accuse-t-on au siège de **Podemos**, **la jeune formation rivale** (*rival, contraria*) **à gauche**. Née au **début 2014** à l'initiative d'un petit groupe d'intellectuels d'extrême gauche dans la continuité du mouvement des Indignés, dirigé par **Pablo Iglesias**, il est crédité de 14% des suffrages. En se présentant comme un parti «ni de gauche ni de droite», Podemos espère **féderer** (*federar, aunar, unificar*) toutes les victimes des cures d'austérité que l'Espagne subit depuis huit ans sous les assauts répétés du Parti populaire de Mariano Rajoy et du Parti socialiste de José Luis Zapatero. La stratégie de Podemos est connue: rogner sur sa base idéologique afin d'élargir sa base électorale. Refusant de se positionner à gauche de l'échiquier politique, les représentants de Podemos préfèrent prendre partie pour «le peuple» contre «la caste», pour «les citoyens» contre «les élites» et pour «les gens ordinaires» contre «les politiciens et les banquiers».

**Dimanche 20 décembre 2015**, les citoyens seront appelés à **élire leurs députés qui, dans la foulée, éliront à la majorité simple le nouveau chef du gouvernement**.

Pour Gaëlle Lucas, la correspondante à Madrid des Échos, **la réforme du marché du travail** (*mercado laboral*) **est au cœur de** (*ser el núcleo, estar en el centro de, en el corazón de*) **la campagne du scrutin**.

**Adoptée début 2012** « **alors que le taux de chômage était supérieur à 22 %** et que le spectre d'un sauvetage à la grecque étirait son ombre sur le pays » elle a adopté la recette classique : **flexibiliser le marché du travail, pour booster** (*estimular*) **la compétitivité et donc, à terme, créer de l'emploi**.

S'il est vrai que **le chômage recule (2% aujourd'hui)**, le bilan est mitigé. Comme le constate la journaliste « **Actuellement, plus de 90 % des emplois créés sont à durée déterminée et les contrats à temps partiel augmentent. 60 % de ces derniers sont imposés aux salariés contre leur volonté**, d'après les syndicats. » Et cette situation a créé en Espagne une nouvelle catégorie de personnes désignées par le terme de « **précarariat** », qui décrit cette classe des **travailleurs pauvres, toujours plus nombreux dans le pays**. « Une chose est sûre : la réforme ne laisse personne indifférent. Le PSOE et Podemos promettent de revenir sur le texte **s'ils arrivent** (*si +ind. présent ; condition réalisable*) au pouvoir. Ciudadanos veut le réformer et faire adopter le contrat unique. La Commission européenne réclame, elle, un **approfondissement** (*la profundización*) du texte pour réduire la prégnance des CDD. »

El PP logra —con enormes pérdidas— una corta victoria en votos y diputados (123 de los 350 en el Congreso/ Pierde la mayoría absoluta con 186 escaños desde 2011, pierde más de 4 millones de votos respecto de 2011), mientras el PSOE resiste como segunda fuerza parlamentaria (pasa de 110 escaños desde 2011 en el Congreso a 90) pero cosecha los peores resultados de este partido en unas elecciones generales. La dimensión del retroceso (*recul*) de aquellos refuerza a los dos partidos emergentes, Podemos y Ciudadanos —sobre todo al primero—, que entran con fuerza en el nuevo Congreso de los Diputados, consumándose así un cambio de envergadura en el sistema español de partidos.

Los líderes de los cuatro partidos principales apenas han dado pistas sobre los posibles pactos que aseguren (*assurer/ subjonctif: pactes qui pourront assurer/ qui assureront*) la gobernabilidad en España. [...] Mariano Rajoy, Pedro Sánchez, Pablo Iglesias y Albert Rivera tienen que mostrar sus cartas para intentar (*pas de préposition: essayer de*) formar un Ejecutivo de uno u otro signo.

El PP gana, en efecto, aunque se confirma el considerable deterioro (*détérioration*) de su capital político. El PSOE ha perdido mucho menos que el PP respecto a 2011, si bien el desgaste (*usure*) de su tarea de oposición le afecta como uno de los pilares del sistema de partidos democráticos.

Podemos y su líder, Pablo Iglesias, han logrado un buen resultado (69 escaños de los 350 del Congreso). [...] Y Ciudadanos no alcanza (*atteindre*) el listón (*la barre, le niveau*) de resultados que le auguraban las encuestas previas, si bien su fuerte entrada en el Congreso de los Diputados es más que estimable y sin duda es una fuerza llamada a jugar papeles de importancia.

La legislatura estará centrada en un Parlamento de minorías, en el que ningún partido tendrá fuerza suficiente para actuar por sí solo al haber quedado (*traduire par un participe présent/ simultanément*) todos lejos (*loin*) de la mayoría absoluta.

El nuevo sistema determinado por las urnas no supone una revolución, pero sí un cambio importante. De entrada refleja los deseos de los españoles, que piden negociación y consenso, en buena parte hartos de (*en avoir marre de*) los enfrentamientos sin salida (*sans issue*) a los que condujeron (*irrégularité des verbes en -ducir*) en el pasado las situaciones muy polarizadas.

Hay que aprender a convivir en un escenario de minorías parlamentarias, que deben dar lo mejor de sí mismas para dotar de estabilidad al sistema. No hay duda de que habrá negociaciones complejas para formar Gobierno, pero es de esperar que (*on peut s'attendre à ce que/ espérer que + subj.*) los principales actores constitucionales aborden esta tarea con ánimo constructivo. [...] Los ciudadanos quieren que se consensúen las políticas principales, y no que cada nuevo equipo (*équipe*) en el poder utilice las cuentas pendientes (*comptes non réglés*) del pasado para bloquear las soluciones de futuro.

En definitiva [...] los partidos tienen que retomar la vía de la negociación para acometer (*affronter*) los problemas que tiene nuestro país.

## Escenario complicado para España

Editorial, ABC, 21/12/15

El futuro político de España es, desde ayer, un problema de difícil solución.

El Partido Popular ha ganado los **comicios** (*elecciones*), pero con unos retrocesos de **la** envergadura **que** el apoyo de Ciudadanos, **por debajo** también **de** las estimaciones de los sondeos, no es suficiente para formar una mayoría absoluta que **garantice** (*subjonctif dans la subordonnée relative : qui pourra garantir/ qui garantira*) una presidencia de gobierno en la primera votación. **Ambos** (*les deux*) sumarían 163 escaños.

Por la izquierda, **un frente** (*un front*) formado por el PSOE, Podemos e IU tampoco lograría los 176 escaños o más del Congreso, quedándose en 161 diputados.

La conclusión inmediata es que las formaciones más separatistas y nacionalistas tendrán la decisión final con sus votos o abstenciones, algo indeseable no solo por el daño que ha causado el separatismo catalán a la estabilidad del país, sino porque tampoco han sacado unos resultados dignos de **semejante** influencia (*une telle influence*).

## El derecho a decidir representado en el Congreso español

El País, 21/12/15

Los partidos independentistas tuvieron serios problemas para **pasar la reválida** (*réussir l'examen*) del 27 de septiembre en Cataluña.

**Podemos** en esa comunidad, **empujado por la alcaldesa de Barcelona, Ada Colau**, se alzó con la **victoria** que cuestiona la hoja de ruta de Artur Mas, pero **sitúa en primer plano la idea de que los catalanes tienen que decidir su futuro en un referéndum**.

El **gran derrotado** (*perdant*) **de la noche fue el partido de Artur Mas**, Convergència, que enfundado en la marca **Democràcia i Llibertat**, **perdió la mitad de los escaños** logrados hace cuatro años cuando aún existía Convergència i Unió. Se quedó con **ocho**.

**El voto independentista lo capitalizó ERC**, que consiguió **nueve diputados**.

**Con todo** (*malgré tout*), **los dos partidos independentistas sumados consiguen 17 diputados**, dos menos que en la pasada legislatura cuando CiU no había dado el paso definitivo hacia el secesionismo.

Artur Mas intentó **alejar el derrotismo** (*éloigner, maintenir à distance le défaitisme*) en su discurso a la militancia y no dudó en sumar los votos de Podemos a los de los partidos independentistas con el argumento de que todos defienden **el “derecho a decidir”**, que en su opinión, **“sale reforzado”**. Olvidó así que **tanto** su partido **como** ERC (*aussi bien... que*) han apostado directamente por la independencia unilateral. [...] El **mal resultado** (*mauvais résultat*) del partido de Mas llega en un momento especialmente complicado para los independentistas, que están pendientes de que la CUP acepte la investidura de Mas.

Democràcia i Llibertat pagó las consecuencias no solo de los casos de corrupción que han salpicado a Convergència los últimos años, sino también de la falta de un Gobierno estable en Cataluña cuando ya han pasado casi tres meses desde las elecciones del 27-S. **Por primera vez** el referente del nacionalismo catalán en el Congreso **ya no** (*ne...plus*) será la formación de Artur Mas. **ERC** (*gauche républicaine et indépendantiste catalane*), **que cosecha** (*récolter*) **su mejor resultado de la historia en unas generales, será la principal cara del nacionalismo catalán, con nueve diputados y grupo propio**.

La estrategia de Podemos con el referéndum ha resultado muy efectiva en Cataluña, donde, además, ha contado con la alcaldesa de Barcelona, **Ada Colau, como principal dinamizadora** de la candidatura. De esta forma, **Podemos se ha hecho con 12 diputados**.

Este resultado dará fuerza a En Comú Podem para reclamar a Pablo Iglesias un grupo propio en el Congreso.

**Ciudadanos**, por su parte, se ha quedado lejos de su objetivo también en Cataluña. Antes de comenzar la campaña aspiraba a ganar las elecciones, pero **ha acabado en el furgón de cola** (*finir en queue de peloton*) **junto al PP y con cinco diputados**.

**Los socialistas también han sufrido un correctivo** (*subir une correction*) en línea con lo ocurrido en las elecciones autonómicas y municipales. La candidatura de Carme Chacón pasa de segunda a **tercera fuerza con ocho diputados, seis menos de los que** (*six en moins que + verbe conjugué*) **consiguió en 2011**.

## Interview de Barbara Loyer, Spécialiste de l'Espagne à l'Institut français de géopolitique

*Sud Ouest, 20/12/15*

### **Pourquoi cette élection est-elle si importante pour l'Espagne et pour l'Europe ?**

Le pays traverse une crise économique plus grave que **la nôtre** (*la nuestra*) (le chômage des jeunes, une **majorité** (*mayoría*) de chômeurs non indemnisés, des gens de la classe moyenne privés de leur maison) et une crise nationale grave avec le séparatisme catalan. Pourtant, les électeurs ne **sont pas tentés** par (*estar tentado por*) les extrêmes. C'est une belle leçon de démocratie pour l'Europe.

### **Podemos et Ciudadanos vont-ils casser le bipartisme espagnol ?**

On **va vers** (*encaminarse hacia*) un **échiquier** (*tablero*) politique quadripartite mais n'oublions pas que les minorités nationalistes (Basques, Catalans) ont joué un rôle clé quand le PP et le PSOE n'avaient pas la majorité absolue. La question catalane étant omniprésente, les nationalistes sont d'ailleurs la cinquième composante à ne pas négliger. **L'éventail** (*el abanico*) des coalitions possibles est large. Les centristes de Ciudadanos se veulent libres de leurs alliances et on voit **qu'à l'échelle régionale** (*a escala regional*) ils ont aidé les socialistes en Andalousie et la droite ailleurs. Podemos peut s'allier avec les socialistes, mais en Catalogne, on les voit se rapprocher de la mairie de Barcelone, Ada Colau, car leur position (oui au référendum, non à l'indépendance) est mal comprise par beaucoup d'électeurs.

Artículo complementario para comprender mejor el contexto político español de estas elecciones generales de diciembre de 2015 (siendo **los dos temas centrales de la campaña la crisis territorial y la difícil salida de la crisis económica**).

## Recrear España

*El independentismo catalán convierte la reforma de la Constitución en una prioridad*  
JOSÉ LUIS BARBERÍA 7 NOV 2015 - 16:23 CET [elpais.es](http://elpais.es)

Tres **lustros** (15 ans ; un lustro= 5 ans) después de haber culminado su descentralización administrativa, España **suma derrota tras derrota** (*additionner/ va de défaite en défaite*) en la guerra que libra contra sí misma. [...]

"La Constitución de 1978 [...] ahora no es capaz de asegurar el equilibrio entre los principios de unidad y autonomía. No ha logrado dar una respuesta a las **ansias** (*désir*) de autogobierno y tampoco ha podido resistir a la visión centralizada del Estado", constata el letrado de las Cortes de Aragón José Tudela. En 10 años, los constitucionalistas españoles han pasado de la complacencia al abatimiento, de la sensación de éxito a la de fracaso.

Hay un **toque de alarma** (*sonnette d'alarme*) y mucha inquietud en las reflexiones y estudios para una reforma constitucional que vienen multiplicándose en los últimos tiempos. En conexión o no con los partidos, PSOE, Ciudadanos, Podemos, UPyD... decenas de especialistas **están volcados en** (*ici : se consacrer pleinement*) esta tarea, conscientes de que el tiempo **apremia** (*presser*).

[...] Es la catástrofe la que ha acabado llamando a la puerta de la reforma.

José Tudela cree que el sistema federal es la respuesta más coherente a la diversidad y la mejor **vacuna** (*vaccin*) contra la secesión. [...]

¿España será un sistema federal? ¿Se sustituirá la circunscripción electoral de la provincia por la de la comunidad autónoma? ¿Qué hacer para evitar la partitocracia? ¿Existe el derecho a la secesión? ¿Cataluña y Euskadi pueden llamarse naciones? ¿Habría que facilitar el referendo en Cataluña, introducir la ordinalidad financiera —principio, según el cual, la disponibilidad de gasto público por habitante en una comunidad, tras la contribución a la solidaridad, no debe ser inferior al de otra comunidad con menores ingresos fiscales—, modificar el reglamento parlamentario, abordar la cuestión monarquía-república, incluir una disposición adicional que ponga de relieve la singularidad catalana? ¿Cómo evitar que el régimen foral vasco y navarro se convierta en privilegio?

**Por mucha confianza que se ponga** (*concession « on a beau avoir confiance », « aussi confiants soit-on »*) en la alquimia jurídica, parece claro que España **convencer** (*convaincre*) a la mayoría de ciudadanos de esa comunidad de las ventajas de **permanecer** (*rester*) juntos (*ensemble*) implica una revolución general de las mentalidades, asumir consecuentemente la pluralidad del Estado, implicar a las partes en la gobernación del todo, ver en la diversidad territorial, cultural y lingüística riqueza colectiva y motivo de orgullo, tal y como acaba de enunciar el Rey. A cambio, el sistema debe asegurar que la pluralidad sea igualmente defendida en las comunidades, que los nacionalismos respeten las reglas de juego y acepten que España, además de Estado, es también una nación, la "nación de naciones" que establece la Constitución cuando integra el término "nacionalidades".



Nuevo presidente en Guatemala tras el escándalo de corrupción que derrocó al anterior

*Jimmy Morales, cómico derechista del partido Frente de Convergencia Nacional (FCN), fue electo en octubre de 2015 presidente de Guatemala como sucesor al también derechista Otto Pérez Molina, del Partido Patriota, quien tuvo que dimitir tras un enorme escándalo de corrupción (red de fraude aduanero del que era el supuesto jefe).*

**Jimmy Morales, le comique devenu (pasar a ser) président**  
*lemonde, 21/10/15*

Près d'un électeur sur deux ne s'est pas déplacé, alors que la participation avait atteint 70 % au premier tour. Les caisses de l'Etat sont vides, plusieurs ministères, comme celui de la santé, de l'éducation ou de l'intérieur, sont en cessation de paiement. La croissance est en berne et la dette extérieure asphyxie ce pays où 54 % de la population vit dans la pauvreté – 13 % dans l'extrême pauvreté.

« Les **détournements de fonds** (malversación de fondos) commis par l'ancien président Otto Pérez et sa vice-présidente Roxana Baldetti [tous deux en prison, en attente de jugement] n'ont pas seulement représenté le vol de 40 % des **recettes** (rentas, ingresos) **douanières** (aduanero), ils ont aussi **porté un coup de grâce** (dar la puntilla a) à la morale fiscale et presque plus personne ne veut payer ses impôts », note Martin Rodriguez Pellecer, le fondateur du site Internet Nomada. Avant même ce scandale qui a provoqué la chute d'Otto Pérez, la pression fiscale n'était que d'un peu plus de 11 % du produit intérieur brut, la plus basse d'Amérique latine.

Vedette du petit écran et **novice** (principiante, novato) en politique, Jimmy Morales **a surfé sur** (surbirse al carro de) la vague d'indignation populaire provoquée par les scandales. Crédité de moins de 1 % des intentions de vote **il y a six mois** (**hace seis meses**), il a fait une percée météorique en se présentant comme un outsider n'ayant jamais appartenu au système de partis corrompus qui contrôle le Guatemala depuis **le retour** (la vuelta a ; el regreso de) à la démocratie en 1985. « Ni corrompu, ni voleur » : utilisant un langage simple, émaillé de facéties et de références aux personnages qui l'ont fait connaître sur les écrans de télévision, il a fait de la lutte contre la corruption son principal cheval de bataille. Il a promis de **renforcer** (reforzar) les moyens du ministère public et de **renouveler** (renovar) le mandat de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), une instance créée par l'ONU qui a joué un rôle décisif dans la lutte contre la corruption.

[...] Son programme, qui tient en six pages, énonce quelques vagues mesures sur l'éducation, la **santé** (sanidad) et le développement économique. Il s'est prononcé pour une augmentation des royalties payées par les compagnies minières, qui ne sont que de 1 %. Au fil de la campagne, il a ajouté quelques surprenantes propositions comme la distribution de smartphones aux **écoliers** (alumno, colegial) ou le contrôle de la présence des **enseignants** (docente, profesor) par GPS. Evangéliste et conservateur, **il est partisan de** (ser partidario de) la peine de mort et opposé à l'avortement et au mariage gay. [...] Le Front de convergence nationale (FCN-Nacion, droite), le parti qui l'a présenté, **n'a obtenu que** (no... más que) 11 sièges sur les 158 que compte le Parlement. Pour gouverner, Jimmy Morales devra négocier avec les partis traditionnels dont il a dénoncé la corruption et le clientélisme pendant la campagne. Le FCN a été créé par des membres de l'Association des anciens combattants du Guatemala (Avemilgua), **parmi lesquels** (entre los cuales) figurent des officiers d'extrême droite accusés de **massacres** (la matanza, la masacre) pendant la guerre civile, qui a fait plus de

200 000 morts entre 1960 et 1996. L'un d'eux, le colonel Edgar Ovalle Maldonado, qui a été élu député, a joué un rôle-clé dans la campagne de Jimmy Morales. Les organisations de défense des droits de l'homme craignent que sa victoire soit un obstacle à leurs efforts pour mettre fin à l'impunité des responsables de crimes durant la guerre civile.

### Actividad facultativa : traduir al español el artículo siguiente (corrección más abajo)

## **Le comique Jimmy Morales élu président, une histoire pas si drôle pour le Guatemala**

François-Xavier GOMEZ, *Libération*, 26 octobre 2015

**Jimmy Morales**, qui a remporté haut la main dimanche **l'élection présidentielle au Guatemala**, s'est fait connaître de ses compatriotes grâce au show télé *Moralejas*, aux gags bas de gamme pleins de gays très Cage aux folles et de Noirs parlant petit nègre. Et surtout avec le personnage de Neto, péquenot moustachu, naïf mais généreux. Dans une de ses aventures tournée pour le cinéma, Neto était même élu président !

Jimmy Morales, 46 ans, ne vient ni du monde paysan ni du Guatemala indigène. Ce *ladino* (métis) issu des classes moyennes a étudié la gestion d'entreprises et la théologie protestante. Il **devient** (*pasar a ser, llegar a ser, convertirse en*) ainsi l'un des très rares **présidents non catholiques** dans l'histoire de l'Amérique latine.

Annoncée au printemps, sa candidature n'a pas été prise au sérieux. Mais elle est intervenue au **moment où la société se mobilisait contre un scandale de corruption qui touchait le pouvoir**. Le réveil citoyen a abouti en **août à la démission et à l'emprisonnement du président en fonction, Otto Pérez Molina**. Nouveau en politique, Morales a alors **raflé la mise** (*arrasar/ llevarlo todo*).

Son slogan le proclame, «ni voleur ni corrompu», mais le profil du nouvel élu a de quoi inquiéter. Le parti qui le soutient a été créé en 2004 par des militaires, soucieux d'échapper à d'éventuelles poursuites pour les massacres d'Indiens mayas dans les années 70 et 80. L'ONU avance un chiffre de 200 000 morts et parle de génocide, un mot que Morales se refuse à employer. Il est, en outre, partisan de la peine de mort pour combattre la délinquance. Et tient le discours habituel des ultrareligieux : ni **avortement**<sup>1</sup> (*aborto*) ni **mariage gay** (*matrimonio gay*).

Sur un plateau télé, interrogé sur la légitimité pour un comique à entrer en politique, il répliquait : «La comédie fait partie de la culture. J'en veux pour preuve la Divine Comédie de Dante.» Outre qu'elle révèle son inculture, la réponse est lourde de menaces pour les 16 millions de Guatémaltèques : ce livre qu'il n'a pas lu commence par une visite des enfers.

---

<sup>1</sup> Solo el distrito México DF y Uruguay permiten el aborto legal en un plazo de 12 semanas.

### Corrección de la traducción:

#### **El cómico / el humorista JM elegido presidente, un chiste no tan gracioso para Guatemala**

JM, que el pasado domingo ganó holgadamente/ arrasó en la elección presidencial en Guatemala, se hizo famoso entre sus compatriotas gracias al programa de televisión Moralejas, de gags de baja categoría tipo “La jaula de las locas / Vicios pequeños” y de negros que chapurrean un español macarrónico / aproximativo. Y sobre todo con el personaje de Neto, paleta bigotudo, ingenuo pero generoso. En una de sus aventuras rodada para el cine, ¡hasta salía Neto electo presidente! JM, de 46 años, no procede ni del mundo campesino ni de la Guatemala indígena. Este ladino (mestizo) procedente de las clases medias, estudió la gestión de empresas y la teología protestante. De esta manera se convierte en uno de los muy contados presidentes / contadísimos presidentes no católicos de América Latina. Llega a ser así uno de los pocos presidentes no católicos de América Latina. Anunciada en la pasada primavera, su candidatura no la tomó nadie en serio / no fue tomada en serio por nadie. Pero intervino en el momento en el que / cuando la sociedad se movilizaba contra un escándalo de corrupción que afectaba el poder. El despertar ciudadano desembocó / llevó en agosto a la dimisión y al encarcelamiento del presidente en función, Otto Pérez Molina. Por ser nuevo en política, a Morales entonces le tocó el gordo. Su eslogan / su lema le proclama “ni ladrón ni corrupto” / lo presenta como “ni ladrón ni corrupto”, pero el perfil del nuevo presidente electo puede preocupar / no deja de ser preocupante. El partido que le apoya lo crearon en 2004 militares / fue creado en 2004 por militares, preocupados por / deseosos de ponerse a salvo de posibles persecuciones / investigaciones por las masacres de indígenas mayas allá por los años / en los años 70 y 80. La ONU habla de / señala una cifra de / da una estimación de 200 000 muertos y habla de genocidio, una palabra que Morales se niega a emplear / rechaza emplear. Resulta ser, por más señas, partidario de / favorable a la pena de muerte para combatir la delincuencia. Y tiene el discurso que suelen emplear los religiosos radicales/ ultra religiosos: ni aborto ni matrimonio homosexual. En un plató de televisión, interrogado sobre la legitimidad para un cómico / humorista / comediante de entrar en política, replicaba: “La comedia forma parte de la cultura. Prueba de ello es la Divina Comedia de Dante”. // Como prueba de ello, puedo citar la Divina Comedia de Dante”. Además de revelar su incultura, la respuesta resulta ser muy amenazadora para los 16 millones de guatemaltecos: dicho / este libro que no leyó empieza por una visita de los infiernos.

## México legaliza la marihuana con fines recreativos

JAN MARTÍNEZ AHRENS México, *El País*, 5/11/15

México rompió con su pasado. La **Suprema Corte de Justicia de la Nación**, por cuatro votos a favor y uno en contra, ha abierto las puertas a la **legalización de la marihuana con fines lúdicos y sin ánimo de lucro** (*à but non lucratif*).

La histórica decisión **supone** un **paso de gigante** para un país que durante años ha combatido a sangre y fuego el narcotráfico. [...]

El **fallo** (*sentence*) de la Sala Primera de la Suprema Corte es fruto de un recurso presentado por la Sociedad Mexicana de Autoconsumo Responsable y Tolerante. Este colectivo centró su **solicitud** (*demande*) en las actividades correlacionadas: **desde el sembrado (le semis) hasta (jusqu'à) la preparación, el transporte y la posesión**. Todo ello con fines lúdicos y sin **ningún** ánimo de lucro.

[...] La **autorización** [...] **allana el camino** (*ouvrir la voie à*) **para que** otros ciudadanos **puedan** hacer **lo mismo**. Y esta apertura introduce, en la práctica, un elemento liberador en la restrictiva legislación mexicana. “A todo aquel que lo **pida** (*subjonctif présent pour traduire le futur simple dans la subordonnée relative : celui qui le demandera*), **se le tendrá que** (on devra lui) **conceder** (*accorder, concéder*) el derecho al consumo con fines lúdicos y sin ánimo de lucro”, señala uno de los promotores.

[...] “La lucha contra las drogas ha **fracasado** (*échouer*). Se requiere un amplio debate social”, afirmó el prestigioso magistrado José Ramón Cossío, quien se expresó a favor. **Años de lucha contra el crimen organizado no han logrado avances significativos**. Por lo contrario, la locura de la narcoviolencia y la extenuante guerra contra los cárteles, con 80.000 muertos y 20.000 desaparecidos a sus espaldas, han **debilitado** (*affaiblir*) los argumentos de los **opositores** (*opposant*) a la regulación. Conscientes de ello, durante los debates, los partidarios no han dejado de recordar que la legalización **supone** un golpe a las finanzas del narco y una posible reducción de la violencia del **narcomenudeo** (*vente –littéralement au détail*), la más **cercana al** (*proche de*) ciudadano

### El posible impacto en Estados Unidos

La decisión del Supremo mexicano llega en un momento de **creciente debate en Estados Unidos sobre la legalización del uso recreativo de marihuana**. La **legalización en 2012 en los Estados de Colorado y Washington** ha **propiciado** (*favoriser*) un debate sobre si esa experiencia debe **extenderse a** todo el país. Hace un año, lo aprobaron también los Estados de **Alaska y Oregón**. El presidente Barack Obama ha dicho que el consumo de marihuana no es más peligroso que el de alcohol.

**EE UU concede anualmente ayudas millonarias a México en el combate al narcotráfico**. **Gran** parte de la marihuana que se consume en EE UU proviene de su vecino del sur. En 2008, era entre el **40 y el 67 por ciento**, según un artículo reciente de Beau Kilmer, del laboratorio de ideas RAND Corporation.

## Qué <sup>2</sup>ganó y qué perdió Argentina durante el kirchnerismo

Veronica Smink, *BBC Mundo*, Argentina, 27 octubre 2015

El kirchnerismo llama a su período en el poder "la década ganada". Para sus detractores, fue todo lo contrario. Los argentinos **eligieron** (*elegir, verbe irrégulier à affaiblissement*) el 22 de noviembre al **opositor alcalde (maire) de la ciudad de Buenos Aires, Mauricio Macri**, como su próximo presidente. Eso significa que **a partir del 10 de diciembre quien lidere argentina, por primera vez en 12 años, no llevará el apellido (nom de famille) Kirchner**.

[...] Néstor Kirchner, presidente entre 2003 y 2007, falleció en 2010 por un paro cardíaco. Su esposa, que lo había sucedido en 2007, fue reelegida por un amplio margen en 2011. La llamada "era K" sin lugar a dudas dejó muchas marcas en Argentina.

### LOGROS (*réussites*):

- Durante los años de kirchnerismo Argentina se convirtió en la pionera de América Latina en términos de derechos sociales. En 2010 se aprobó –por iniciativa del oficialismo– el "**matrimonio igualitario**", convirtiendo a Argentina en el **primer** país de la región y el **décimo** (*dixième*) del mundo en permitir el casamiento entre personas del mismo sexo. Dos años después el gobierno volvió a **hacer historia** promoviendo la **Ley de Identidad de Género**, que permitió que travestis, transexuales y transgéneros sean inscriptos en sus documentos con el nombre y sexo **de elección** (*de leur choix*). También obligó al Estado a solventar (*ici : prendre en charge*) las operaciones de cambio de sexo. En 2013 el kirchnerismo también promulgó una nueva **ley que castiga el trabajo infantil** y otra que buscó **regularizar la situación de más de un millón de empleadas domésticas, la mayoría de quienes** (*dont la majorité*) trabaja de manera informal. **Ese** mismo año (« *ese* » : *pasado= 2013*) se marcó un nuevo hito con la aprobación de la **Ley de Fertilización Asistida**, que garantiza el acceso universal y gratuito a técnicas de reproducción a toda persona mayor de edad.
- Apenas asumió la presidencia, en 2003, Néstor Kirchner promovió en el Congreso la **anulación de las llamadas "leyes del perdón" que garantizaban la inmunidad a muchos acusados de crímenes de lesa humanidad durante el último régimen militar (1976-1983), abriendo las puertas a cientos de juicios contra exrepresores. La mayoría** de los líderes militares, que según las agrupaciones de derechos humanos fueron responsables de la desaparición de unas 30.000 personas, **fueron llevados a juicio** (*être porté devant les tribunaux*). Según un informe del Centro de Estudios Legales y Sociales (CELS), para  **finales de 2014, 526 ya habían sido condenados**, 51 fueron absueltas y la mayoría aún espera su juicio, en muchos casos en prisión preventiva. La reactivación de los juicios contra exrepresores recibió el apoyo de gran parte de la sociedad argentina, pero no de todos. Algunos, en especial los **sobrevivientes** (*survivant*) y **familiares** (*membres d'une famille ; famille*) de quienes fueron víctimas de grupos guerrilleros durante los años 70, **cuestionan** (*contester*) que los exlíderes rebeldes no hayan sido juzgados, como los militares. Los gobiernos kirchneristas también dieron un **fuerte impulso a agrupaciones como Madres y Abuelas de Plaza de Mayo**. Este último organismo logró **hallar a al menos 117 hijos de desaparecidos, que fueron reconectados con su familia de origen**. El caso más

<sup>2</sup> Accent sur tous les pronoms interrogatifs et exclamatifs directs et indirects (dans les interrogations et exclamations directes et indirectes) : qué ganó =qu'a gagné, qu'est-ce qu'a gagné

emblemático fue el de la presidenta de Abuelas, Estela de Carlotto, quien recuperó a su nieto en 2014.

- Otro de los méritos que se atribuye al kirchnerismo fue **haber reducido el desempleo**. Cuando asumió Néstor Kirchner en **2003**, el país superaba una de sus peores crisis económicas de la historia, y **más del 17%** de los argentinos no tenía trabajo. El kirchnerismo **logró** reducir esa cifra a **menos del 7%**, según los datos de Instituto Nacional de Estadística y Censos (Indec). El gobierno afirma haber creado unos 6 millones de puestos de trabajo durante la era K. Aunque los críticos **resaltan** (*souligner*) que la mayor parte de esos puestos fueron en el sector público y representan una **pesada carga** (*lourde charge*) para el Estado.
- Otros beneficiados del kirchnerismo fueron los **jubilados** (*retraités*). Permitted que unos **2,5 millones de jubilados reciban una pensión a pesar de** (*bien que, malgré*) no **haber hecho aportes** (*cotiser*), Argentina pasó a tener la segunda mayor **cobertura jubilatoria** (*couverture de versements de pensions de retraite*) de América Latina, después de Bolivia, con un 94,6%. Pero, según algunos expertos, representan una carga económica insostenible de cara al futuro.
- También amplió en más de un 1.700% los fondos de ayuda social: en 2015 –según el presupuesto nacional– entregó 18 millones de **planes sociales a argentinos de bajos recursos, una política asistencial** que algunos apoyaron y otros criticaron por considerarla clientelista.
- Uno de sus mayores logros fue su capacidad para **movilizar a los más jóvenes**, pilar central del kirchnerismo, una franja de la sociedad que desde la década de los '70 se había mantenido apolítica. La agrupación más influyente dentro del partido de gobierno es "**La Cámpora**", fundada por Máximo Kirchner, hijo de Néstor Kirchner y Cristina Fernández. En los últimos años, Fernández **hombó a varios miembros de esta agrupación juvenil en puestos clave**, como la presidencia de la reestatizada Aerolíneas Argentinas o el viceministerio de Economía, algo que generó críticas de sus detractores. **El aumento de la participación de los jóvenes en la política se vio más allá de la militancia y el Poder Ejecutivo: también el Congreso se llenó de figuras jóvenes en los últimos 12 años, tanto del kirchnerismo como de otras fuerzas**. A finales de **2012**, el gobierno impulsó una ley para **habilitar el sufragio voluntario a partir de los 16 años**.
  - Los Kirchner realizaron un **vuelco** (*virage*) importante en la **política exterior argentina, priorizando la integración con el resto de América Latina**. Impulsaron la creación de la Unión de Naciones Sudamericanas (**Unasur**), cuyo primer secretario general fue Néstor Kirchner. También fomentaron la llegada de decenas de miles de estudiantes latinoamericanos que eligieron formarse en las universidades públicas de Buenos Aires y otras grandes ciudades. En **2009**, por iniciativa de Néstor Kirchner, se creó el **Banco del Sur**, con el objetivo de que **reemplace a organismos de préstamo como el FMI**. El kirchnerismo también fue criticado por su alianza con la **Venezuela** de Hugo Chávez y Nicolás Maduro, y por su **acercamiento al** (*rapprochement de*) régimen iraní. Para algunos analistas, la política exterior K dejó a **Argentina más aislada del mundo, pero** otros aplauden que el país finalmente **se haya acercado a sus vecinos, en particular Brasil**. Otro éxito que se le atribuyó al kirchnerismo fue el **amplio respaldo que obtuvo a su reclamo por la soberanía de las Islas Malvinas o Falklands, tanto de la oposición interna como** (*autant de...que*) de la región.

#### QUÉ SE PERDIÓ:

- La **polarización de la sociedad** argentina es quizás uno de los efectos más notorios que dejan atrás los 12 años de gobierno kirchnerista. [...] Fernández **habló más de 140 veces por cadena nacional** durante sus dos gobiernos. En muchos de sus discursos **criticó a sus oponentes** con tono combativo. El ambiente de crispación

- se agudizó en 2007 con la llegada a la presidencia de Fernández, **cuyo estilo** (*dont le style*) fue mucho más confrontativo que el de su marido. Un ejemplo de la **falta de diálogo** fue la **reticencia de la jefa de Estado a dar entrevistas**. Concedió apenas un **puñado** (*une poignée*), y siempre a **medios** (*médias*) **afines** (*commun/ ici : proches du pouvoir*) o del exterior. Así, la sociedad se dividió entre **quienes** (*ceux qui*) admiran con fanatismo a "Cristina" y quienes la **odian** (*détester*).
- Los **primeros años** del kirchnerismo se desarrollaron en un contexto de **fuerte crecimiento económico, favorecido por el precio récord de materias primas como la soja**, el principal bien de exportación argentino. Sin embargo, los años de **bonanza** (*prospérité*) **no se aprovecharon** para crear fondos anticíclicos, como **ocurrió** (*se passer, arriver*) en otros países como Chile. Además, se mantuvieron millonarios **subsidios** (*aides, subventions*) **al transporte y la energía** que **terminaron generando** (*finir par entraîner*) un **fuerte déficit fiscal**.
  - En 2011, ante la caída de las reservas internacionales del Banco Central, Fernández anunció, pocos días después de haber sido reelegida para un segundo mandato, una serie de **restricciones a la compra de divisas** que se mantienen hasta hoy, **al igual que** (*de même que*) las **restricciones a la importación** que han afectado a muchos sectores.
  - Entidades que miden la pobreza, como la Universidad Católica Argentina (UCA), informaron que la **alta inflación** y la situación económica han llevado a la **pobreza a casi el 29% de la población**. Aunque esa cifra es cuestionada por el gobierno, que considera que menos del 5% es pobre.
  - **Los Kirchner aumentaron su fortuna en más de un 1000%** (entre 2003 y 2015) **desde que llegaron al poder, principalmente a través de negocios inmobiliarios** cuestionados por sus detractores. No es la única kirchnerista investigada por la justicia. Su segundo, Amado Boudou, está en una situación legal aún más complicada: es el primer vicepresidente en funciones en la historia argentina en estar procesado por delitos de cohecho, presunta falsificación de documentos y está imputado en dos causas judiciales más. [...] En 2012, la exministra de Economía de Néstor Kirchner, Felisa Miceli, **se convirtió en** (*verbe à affaiblissement*) la primera exfuncionaria kirchnerista en ser condenada cuando recibió una pena de cuatro años de prisión por el hallazgo de dinero no declarado en el baño de su oficina. Los detractores del kirchnerismo sostienen que fue el gobierno más corrupto en la historia del país.
  - Los **choques del Poder Ejecutivo con sectores del Poder Judicial** fueron una de las causantes del **desgaste** (*usure*) institucional que vivió Argentina durante la era K, otro de los legados que dejan los 12 años de gobierno que concluyen. Algunos de los choques más fuertes entre el gobierno y la Justicia se dieron como consecuencia de la **aprobación de una nueva Ley de Medios, en 2009** (que varios jueces paralizaron hasta que fue declarada válida en 2013), **y la denuncia y posterior muerte del fiscal Alberto Nisman, en 2015**, quien fue hallado con una bala en la cabeza en enero pasado, días después de acusar a Fernández de haber encubierto a los presuntos responsables iraníes del atentado de la AMIA, en 1994. La enorme manifestación a favor del esclarecimiento de la muerte del fiscal, y en contra del gobierno, llevó a Fernández a acusar a la Justicia de hacer política a través de lo que llamó el "Partido Judicial".
  - Algo que distinguió históricamente a Argentina fue **su ganadería y su rica producción agraria**. Pero las políticas intervencionistas de los gobiernos kirchneristas modificaron enormemente el panorama. Las **restricciones a la exportación de carne**, aplicadas por el gobierno con la intención de reducir el precio interno, tuvieron el efecto contrario, llevando la **carne a precios récord y recortando el consumo local, y Argentina perdió su lugar como uno de los líderes**

regionales en la exportación de carne, siendo **superado** (*dépasser*) por países más pequeños como Uruguay y Paraguay. Con **impuestos a la exportación de soja del 35%** el kirchnerismo pudo financiarse en gran medida gracias a la venta de este cultivo. **La contracara** (*le revers*) de ese fenómeno fue la **explosión de la soja**, a la que muchos agricultores se volcaron debido a sus altos precios de exportación, convirtiendo la oleaginosa en un **monocultivo** en muchas partes del país, reemplazando a **otros granos que disminuyeron como el trigo (blé) y el girasol (tournesol)**, lo cual **acarrió** (*entraîner*) un **encarecimiento de los productos hechos a base de harina de trigo**, como las pastas, la pizza y los **bollos** (*viennoiseries, brioche etc.*), clásicos de la dieta argentina.

## Macri puede **reactivar** (*relancer*) a la Argentina

*Infolatam*, ANDRÉS OPPENHEIMER, NOVIEMBRE 24

El presidente electo argentino Mauricio Macri heredará un país que no ha crecido en los últimos tres años y está bastante aislado de la economía mundial. Pero puede triunfar en su intento de reactivar la economía.

En primer lugar, Macri es el primer presidente **proempresarial** de su país en varios años, y Argentina es **el primero de los países grandes de Sudamérica que girará hacia el centro después de más de una década de populismo**, esto ya está generando entusiasmo en los círculos empresariales nacionales y extranjeros.

A pesar de que la economía argentina floreció a mediados de los años 2000 gracias a los altos precios mundiales de las materias primas, las políticas populistas de la presidenta saliente Cristina Fernández de Kirchner ahuyentaron las inversiones. El ingeniero Macri buscará **atraer a los inversores y reformar el desacreditado instituto de estadísticas oficiales INDEC**, para que el país pueda volver a medir su economía con normas aceptadas internacionalmente.

[...] Macri llegará al poder en un momento en que hay un vacío de estrellas económicas en el mundo en desarrollo. [...] China se está desacelerando, Rusia está quebrada (*en faillite*), la economía de Brasil se ha desplomado (*s'effondrer*), y México y la India **no terminan de** (*ne... pas tout à fait*) **arrancar** (*démarrer/ ne démarrent pas tout à fait*). Las **economías de los llamados países BRIC –Brasil, Rusia, India y China– están deprimidas**.

Mi opinión: [...] la victoria de Macri podría traer una **recuperación** (*reprise*) de la confianza en Argentina, lo que puede generar **inversiones** (*investissement*) y **crecimiento** (*croissance*). A diferencia de la presidenta saliente, Macri parece entender que sin inversión no hay crecimiento, y sin crecimiento no hay reducción sostenible de la pobreza.



## Venezuela : victoria de la oposición de derechas en las elecciones legislativas de diciembre de 2015

*El resultado definitivo fue que la oposición ganó 112 diputados, los dos tercios de la mayoría, que permiten que la oposición pueda iniciar un proceso de referendun revocatorio contra el presidente a partir de abril de 2016.*

### Au Venezuela, la déroute du pouvoir

LE MONDE | 07.12.2015

Les partisans de l'opposition célèbrent la victoire du parti la Table de l'unité démocratique (MUD) aux élections législatives du 6 décembre, à Caracas.

La défaite du pouvoir vénézuélien aux élections législatives a pris des allures de déroute. Dimanche 6 décembre, au terme d'une journée électorale marquée par une très forte participation (74,25 %), l'opposition a emporté 99 des 167 sièges de l'Assemblée nationale monocamérale. Le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), la formation de l'ancien président Hugo Chavez (1999-2013) et de son successeur Nicolas Maduro, n'en conserve que 46. Vingt-deux sièges sont encore en dispute, alors que 96 % des voix ont été comptabilisées.

Toutefois, les résultats d'ores et déjà confirmés par le CNE ont dépassé les calculs et les espoirs des opposants les plus optimistes.

Immédiatement après la proclamation officielle du score, tard dans la nuit, le président Maduro est apparu à la télévision pour reconnaître la victoire de ses adversaires et appeler ses compatriotes à accepter « les règles du jeu et de la démocratie en paix et dans le calme ». Il a réitéré ses accusations contre une opposition jugée coupable de la catastrophe économique du moment. « Administrez bien votre victoire », a-t-il lancé à ses adversaires d'un ton posé et triste. Et d'ajouter : « La contre-révolution a triomphé. » Il a appelé les électeurs chavistes à ne pas baisser les bras : « Nous avons perdu une bataille, mais la lutte et la révolution continuent. »

Pour sa part, le secrétaire général de la MUD, Jesus « Chuo » Torrealba, a assuré que l'opposition assumerait sa victoire avec « humilité, fermeté et tranquillité ». « La nouvelle majorité ne va pas écraser l'ancienne », a-t-il affirmé, en appelant de ses vœux l'union de tous les Vénézuéliens. Il a évoqué les **acquis sociaux pour signaler qu'ils ne seraient pas remis en cause**. « Vous aussi vous avez gagné », a-t-il lancé aux électeurs chavistes, en promettant que la MUD travaillerait à la **reconstruction économique du pays pour le bien-être de tous**. « Ceux qui ont voté pour nous et ceux qui ne l'ont pas fait souffrent de la même manière », a-t-il conclu. Dans les discours, **l'heure est à la réconciliation nationale**.

Le **vote d'une loi d'amnistie en vue d'obtenir la libération des prisonniers politiques** arrive en tête des initiatives promises par la MUD. Incarcéré en février 2014, à la suite d'une manifestation qui s'était soldée par la mort de trois personnes, **Leopoldo Lopez, un des principaux opposants, a été condamné à quatorze ans de prison le 16 novembre**. Sa femme, Lilian Tintori, est devenue, elle aussi, une des figures de l'opposition vénézuélienne.

[...] Le retard dans l'annonce des résultats a alimenté la spirale de la crainte, nombre d'opposants criant déjà à la fraude sur **les réseaux sociaux** (las redes sociales).

A Caracas, personne ne doute que **la profonde crise que traverse le Venezuela est à l'origine du vote sanction contre le PSUV**. Dans un **pays plus dépendant que jamais du pétrole, les pénuries récurrentes de produits de base, les interminables queues devant les magasins, une inflation débridée** (desbocada) **et une insécurité croissante, ont eu raison de la « révolution bolivarienne »**. « Sans Hugo Chavez [mort en 2013], et avec un

pétrole à 32 dollars [29 euros], nous étions probablement condamnés, soupire Francisco Rodriguez, militant du PSUV en écoutant les résultats. Mais jamais je n'aurais cru que nous allions nous prendre une telle claque. »

Il est trop tôt pour mesurer l'impact de la défaite dans les rangs du PSUV. **Les économistes attribuent la responsabilité de la crise au modèle mis en place par Hugo Chavez lui-même.** Mais le charismatique leader, **déifié** (*idolatrar, deificar*) **par ses partisans**, fait aujourd'hui figure d'intouchable. C'est à Nicolas Maduro que les électeurs chavistes ont passé la facture.

**La victoire de l'opposition vénézuélienne fait suite à l'élection à la présidence de l'Argentine de Mauricio Macri (centre droit), le 22 novembre. Et au rapprochement entre Cuba et les Etats-Unis. C'est dire si elle semble marquer la fin d'un cycle, inauguré par l'arrivée au pouvoir de Hugo Chavez en 1999 et le virage à gauche de l'Amérique latine.**

## Artículos generales sobre los asuntos pendientes y la crisis de la izquierda en América Latina

**La mitad de los latinoamericanos son pobres o corren riesgo de serlo** (*risquent de l'être*).  
*El país*, 02/11/2015

No todos los países de izquierda en A.L. están experimentando las dificultades económicas y políticas de Brasil, Argentina y en especial de Venezuela, pero **la izquierda regional se ve** (*para traducir "être"*) **más débil.**

**Corrupción y crisis económica** son los dos **asuntos** (*sujet, thème*) que marcan la actualidad de varias naciones de la izquierda latinoamericana.

**En Venezuela, el chavismo** pasa por un momento de **escándalos políticos**, con el presidente de la Asamblea Nacional, el oficialista Diosdado Cabello, así como varios funcionarios del gobierno, acusados de formar parte de un cartel del narcotráfico gestado desde las altas esferas del poder. Pero lo que mueve al venezolano a marchar en este momento es la **situación económica, la escasez** (*pénurie*), **la inseguridad y otros problemas que lo afectan.** Las cifras **avalan** (*accréditer, confirmer*) el creciente desencanto de los venezolanos frente a la política. [...] El 65 por ciento de la población desapueba la gestión del presidente Nicolás Maduro, y **ocho de cada diez consultados** creen que la situación del país es "negativa". Por su parte, el índice de popularidad del mandatario **se ubicaba** (*se situer*) en 28 por ciento. Estos números se daban antes de que los venezolanos vieran cómo la dirigencia chavista es señalada de presuntamente participar en una trama de narcotráfico, por lo que hoy día podrían ser peores.

**El caso Petrobrás en Brasil**, que dejó en evidencia una **compleja estructura de sobornos** (*pots de vin*) **para la firma de contratos con la empresa estatal** más grande de América Latina, puso en la mira de todos los brasileños a la presidenta Dilma Rousseff, cuya popularidad en el mes de abril se ubicó en el 19 por ciento, un mínimo desde que el izquierdista Partido de los Trabajadores está en el poder. Por otra parte, la **economía** no ayuda mucho, dado que se prevé su **contracción** durante 2015 en 1,24 por ciento. Mientras tanto, la **inflación** aumentará en 8,4 para este año.

En diálogo con EL COLOMBIANO, Andrés Molano, director del Observatorio de Política y Estrategia en América Latina (Opeal), consideró que **"no se puede hablar de una sola izquierda latinoamericana"**.

**"Hay regímenes que están pasando por momentos complejos como Venezuela, Brasil y Argentina. Pero hay otros que transitan una etapa formidable y estable como Uruguay. Otros con favorable desempeño (*gestión, exercice*) económico a pesar de dudas sobre libertades políticas como Bolivia y Ecuador. A eso se puede añadir el gobierno chileno, que aunque ha sufrido por casos de corrupción, se intenta reestructurar y recuperar antes de un proceso constituyente"**, agregó.

“Lo que sí es cierto es que **estamos ante una izquierda mucho más desvertebrada que hace años**. Se hacen más notorias las diversidades y la **falta de sintonía entre sus gobiernos**. Un ejemplo de esto es Brasil, que ha iniciado negociaciones de TLC con China, mientras que no ha consultado esto en Unasur”.

## ¿Hay una nueva derecha en América latina?

Emir Sader, *Página 12*, 24/11/15

Desde el triunfo de Hugo Chávez, seguido por la irrupción de otros líderes de izquierda en América latina como Lula, Néstor y Cristina Kirchner, Evo Morales, Rafael Correa, Pepe Mujica, que la derecha intenta encontrar candidatos que la renueven. Sebastián Piñera en Chile, Alvaro Uribe en Colombia, Enrique Peña Nieto en México, estuvieron entre esos nombres.

### ¿Pero La elección argentina proyecta una nueva derecha en América latina?

Hubo una nueva derecha cuando ella asumió la ideología y los proyectos políticos y económicos del **neoliberalismo de los años 90**, [...] que exaltaba la centralidad del mercado y de las empresas privadas, y cuyos protagonistas fueron Carlos Menem (Argentina), Fernando Henrique Cardoso (Brasil), Alberto Fujimori (Perú), Carlos Andrés Pérez (Venezuela) y Carlos Salinas (México), entre otros.

**Ahora la situación es distinta**. El propio modelo del empresario de éxito, que debiera ser el mejor administrador del Estado, personificado en Piñera<sup>3</sup>, ha fracasado. Las propuestas de los candidatos opositores a los gobiernos progresistas en Uruguay, en Brasil, en Venezuela, en Bolivia, en Ecuador, **reposan siempre en políticas neoliberales. Conscientes del apoyo popular a las políticas sociales prometen mantenerlas pero en el marco de políticas económicas neoliberales, una convivencia imposible**.

La elección de **Macri para presidente de Argentina** es la **primera oportunidad que la derecha tiene para probar que puede compatibilizar políticas económicas neoliberales con el mantenimiento de las políticas sociales desarrolladas en los últimos doce años en Argentina**, que él, en la fase final de la campaña electoral, se comprometió a mantener.

En el caso de que lo logre, contra toda lógica económica y social, tendremos una nueva derecha, que **no solo promete mantener las políticas sociales en el marco del modelo neoliberal sino que lo hace en la práctica**. Caso contrario –como se puede prever–, prevalecerá la lógica económica de los **ajustes (coupes) en desmedro de (causant la détérioration de, au détriment de)** las políticas sociales –consideradas como costo, como gasto de recursos– serán **postergadas (ajournées, reportées)**, como una amenaza al equilibrio de las cuentas públicas.

## CAMBIO CLIMÁTICO

### El acuerdo de París : **agua de borrajas** (*eau de boudin*)

*Elmundo.es*, 12/12/15

Tras la inauguración en París **a bombo y platillo (en grande pompe)** de la Conferencia de las Partes del Cambio Climático, esta Conferencia ha terminado como las 19 anteriores incluyendo la del Protocolo de Kioto de 1997: en agua de borrajas.

<sup>3</sup> Sebastián Piñera : ex presidente de Chile entre 2010 y 2014, símbolo del éxito en los negocios y seguidor del modelo neoliberal, que puso fin a dos décadas de gobierno izquierdista ; pero en 2014 volvió al poder Michelle Bachelet, izquierdista

Me he leído el texto entero dos veces, y en ningún sitio encuentro medidas "legalmente vinculantes". [...] La única **novedad** (*nouveauté*) de este Acuerdo de París es que reconoce que no debemos superar los 2°C de Temperatura Media Global (TMG) y que debemos aspirar a no superar 1.5°C, si podemos. El acuerdo, **cuando entre** (*lorsqu'il entrera ; subjonctif en espagnol dans la subordonnée française au futur*) en vigor (el de Kioto tardó 8 años), solo será **vinculante** (*contraignant*) para los **firmantes** (*signataire*) en el sentido de que cada uno deberá "esforzarse" para cumplir el objetivo de la no superación de los 2°C de aumento de la TMG, pero no será vinculante a la hora de las medidas concretas que deberán ponerse en marcha. Por ejemplo, no menciona las toneladas de CO2 que deberán ser el límite de emisiones de cada año, en cada país del mundo. Y sin embargo se pueden cuantificar sin dificultad.

[...] El acuerdo de París **recién** (*fraîchement*) propuesto y ratificado por los asistentes a la Conferencia es una mala noticia, **no** para la vida del planeta, la vida es resiliente y se adapta a lo que haya, **pero sí** (*mais bien, mais en revanche*) para la cultura humana actual. Hemos creído que la riqueza está ahí, que la podemos coger sin esfuerzo y que no hace falta preocuparse. [...] Hemos montado una cultura de disipación de energía inútil. **Podíamos haber vivido** (*une des traductions possibles du conditionnel passé avec les verbes « pouvoir » et « deber » = « nous aurions pu »*) **igual de bien** (*aussi bien*), o mejor, en el siglo XX, disipando un 90% menos de energía de la que hemos disipado para nada. No lo hemos hecho. El petróleo y el gas eran tan baratos que los coches americanos podían quemar 30 litros/100 km sin que nadie dijese nada. Eran tan baratos que los arquitectos españoles no ponían **aislantes** (*isolation*) térmicos en las paredes de los edificios, disipando a lo tonto la mitad de la energía gastada en calefacción. Y es esta cultura la que muchos de los delegados a la Conferencia de París han aceptado y quieren mantener, la cultura del **derroche** (*gaspillage*). Los saudíes (y los senadores estadounidenses por Texas) quieren seguir produciendo y quemando petróleo a mantas (*énormément*). Los indios exigen agotar su minas de carbón, habiendo quemado todo lo que haya salido de ellas. Los chinos, como siempre, dicen que van a rebajar sus emisiones, y ya no se puede ni respirar en China. Y así casi todos los demás. ¿Y España? [...] Hubo mucha gente en España que compró pisos o casas, por un monto triple de lo que valían, pensando que siempre se podrían vender por una cantidad cuatro veces ese valor. [...] En España hay, digamos, 10 millones de viviendas que deben aislarse del calor y del frío, para eliminar los **aires acondicionados** (*climatisation*) y las calefacciones. Esto genera millones de puestos de trabajo, y el dinero empleado en ello no es riqueza disipada, sino conservada. Si esto lo hiciese el Gobierno, recuperaría la inversión en no más de 3 años, en IRPF de los trabajadores e IVA de un consumo incrementado, además de ahorrar hasta el 20% de lo que disipamos en combustibles fósiles.

El Acuerdo de París es una mala noticia para los seres humanos del planeta. Nosotros, seres humanos, no actuamos por leyes o normas, actuamos por comparación de unos con otros. Si lo que mostramos desde Europa, o EEUU, es nuestro total rechazo a dejar de disipar energía, y a sustituir las energías del carbono fósil por energías renovables, nuestras copersonas indias, africanas, chinas seguirán nuestro camino. Hoy solo hay 400 millones de chinos en algo parecido a una clase media, es decir, empleando un nivel medio de energía para sus vidas. Si el resto de 1.000 millones de chinos acceden a esa "clase media", el consumo energético chino (fósil, pues no hemos dado en Europa señales de abandonarlo y ellos nos copian) se multiplicará por 2.5, y lo mismo las emisiones de CO2. Si 1.000 millones de indios y 2.000 millones de africanos acceden a la "clase media" sin que nosotros hayamos cambiado de forma de capturar energía, su consumo energético y sus emisiones se multiplicarán por un factor entre 6 y 8 veces.

Es un **mal** (*mauvais*) acuerdo.

\*ANTONIO RUIZ DE ELVIRA es catedrático de Física Aplicada en la Universidad de Alcalá de Henares.